

INDICES

	Clôture 20/11/09	Clôture 27/11/09	%Chg.	%YTD	Supports	Résistances		20/11/09	27/11/09
CAC 40	3729,36	3721,45	-0,21%	15,65%	3610-3549	3927-4032	€/€	1,4864\$	1,4962\$
Eurostoxx 50	2833,06	2831,14	-0,07%	15,49%	2743-2639	2880-2962	WTI Fut.	77,69\$	75,97\$
DAX 30	5663,15	5685,61	0,40%	18,20%	5475-5160	5746-5860	Gold	1150,30\$	1177,70\$
DowJones	10318,16	10309,92	-0,08%	17,47%	9925-9425	10347-10820			
Nasdaq	2146,04	2138,44	-0,35%	35,60%	2095-2018	2190-2276			

RESUME DE LA SEMAINE

- **Triste nouvelle, la crise est loin d'être terminée.** La semaine qui devait être une des semaines les plus calmes de l'année (célébrations de Thanksgiving jeudi et vendredi aux États-Unis) s'est révélée une des plus volatiles. Jeudi, l'annonce du rééchelonnement de la dette de Dubai World, nous rappelle que l'économie mondiale reste vulnérable et le futur très incertain. Ainsi l'incapacité de Dubai World et de son bras immobilier à honorer les échéances de décembre a fait l'effet d'un orage de novembre mal placé. Le Cac 40 a ainsi rechuté de 3,4 % juste pour la journée de jeudi. Cette mauvaise nouvelle n'est pas un cas isolé mais, plutôt, un des premiers cas d'une longue série à venir, (Grèce, Irlande, Hongrie, pays baltes), bref, l'année 2010 s'annonce difficile, volatilité et yo-yo seront au rendez-vous.

La semaine sera encore chargée en statistiques macro-économiques, on retiendra principalement aux États-Unis, lundi, l'Indice PMI de Chicago du mois de novembre, mardi, l'ISM Manufacturier du mois novembre, la publication du Livre beige de la Fed mercredi, ainsi que le taux de chômage du mois de novembre.

Par ailleurs on suivra le taux de chômage en Allemagne mardi et celui de la France, les chiffres de l'emploi en France, et la décision du conseil des gouverneurs de la BCE sur les taux jeudi.

Il a fallu un certain temps pour que l'information fasse son chemin dans l'esprit des investisseurs. Mardi après-midi, l'Agence Bloomberg publiait un article sur le resserrement des liens entre Dubai et l'Émirat voisin d'Abu Dhabi, dicté par l'amoncellement des dettes de la cité-État. Mercredi à la mi-journée, Dubai annonçait d'une part avoir vendu 5 milliards de dollars d'obligations à son voisin, et d'autre part lancer la restructuration financière de Dubai World et de Nakheel, ses bras armés dans l'investissement financier et immobilier, avec un gel des remboursements liés à sa dette de 59 Milliards de dollars. Pourtant les marchés financiers n'ont d'abord pas réagi à ces annonces, puisque les places européennes et Wall Street clôturaient en hausse. C'est seulement jeudi que l'Europe a marqué le coup.

La situation est critique mais Dubai a plusieurs cartes à jouer. D'abord la mise en place effective d'un rééchelonnement de sa dette. Dubai World ne serait pas la première ni la dernière entreprise à procéder ainsi depuis le début de la crise. Ensuite la cession de quelques-uns de ses nombreux actifs. La Grande-Bretagne tremble d'ailleurs, car le groupe dispose de nombreux actifs immobiliers outre-manche, dont la mise en vente pourrait fragiliser encore davantage un marché déjà difficile. Surtout, la famille régnant à Dubai n'a d'autre choix que de faire appel à sa rivale d'Abu Dhabi, malgré les luttes de pouvoir qu'elles se livrent depuis longtemps. La première avait assis son développement sur l'immobilier et le faste, compensant ainsi une manne pétrolière bien plus étriquée que celle de sa voisine. La seconde n'avait pas cédé aux sirènes de la construction mais tient sans doute sa revanche sur son orgueilleuse rivale. Les bureaux d'études financiers ne cèdent d'ailleurs pas à la panique. S'ils concèdent que la situation de Dubai aura des implications évidentes, ils jugent que la violente réaction constatée sur les places financières depuis tient davantage de la nécessité de consolider les gains récents que d'une puissante lame de fond...

- **Statistiques américaines :** Les ventes de logements aux États-Unis en octobre 2009 se sont établies sur un rythme ajusté des variations saisonnières à 6,10 millions d'unités, en vive croissance de 10,1% en comparaison du mois antérieur. Sur septembre, le rythme des ventes a été revu en baisse à 5,54 millions d'unités. Par rapport à octobre 2008, les ventes de logements existants US ont donc flambé de 23,5%. L'activité de ventes d'octobre 2009 représente un sommet depuis février 2007.

Lawrence Yun, économiste de la NAR, se dit surpris par l'ampleur du rebond. Selon lui, de nombreux acquéreurs se sont rués sur le marché pour profiter des crédits fiscaux aux primo-accédants, qui devaient expirer à la fin de ce mois mais ont depuis été prolongés. L'économiste juge donc que des ventes également robustes pourraient se manifester en novembre. Cependant, avec une telle flambée des ventes, Yun craint un déclin "mesurable" en décembre et en début d'année prochaine, "avant une autre flambée au printemps et au début de l'été". Maintenant que les crédits d'impôts ont été prolongés, les acheteurs potentiels ont jusqu'à fin avril 2010 pour signer un contrat. Les taux bas des crédits immobiliers constituent le second moteur de la hausse de l'activité, d'après la NAR.

Le prix médian national des ventes de logements existants US pour tous types de biens a reculé de 7,1% par rapport à octobre 2008, à 173.100\$ désormais. Les ventes "de détresse" comptent pour 30% du total en octobre, continuant de distordre les prix. Yun juge que si, durant le second semestre 2010, les valeurs des logements parviennent à montrer une stabilisation consistante ou même une légère hausse, alors les ventes pourraient rester sur des niveaux "sains" et normaux, les consommateurs reprenant confiance à propos du risque de correction des prix.

D'après les minutes de la réunion monétaire de la Fed des 3 et 4 novembre, les responsables de la Banque Centrale américaine pensent que la reprise économique sera très graduelle, alors que le chômage devrait rester à un niveau élevé. En novembre 2009, rappelons que le taux de chômage aux États-Unis ressortait officiellement sur un sommet de 26 ans, à 10,2%. Les membres de la Fed estiment donc que la remise sur pieds du marché du travail pourrait prendre des années, tout comme l'assainissement de l'économie. Pourtant, ce taux de 10,2% semble considéré dès maintenant comme un "pic" par la Fed, qui envisageait précédemment une montée éventuelle à 10,6% comparable aux niveaux de 1982.

Pour l'année 2009, la Fed anticipe désormais un PIB stable ou bien en baisse légère jusqu'à -0,5%. Il s'agit d'une révision à la hausse, alors que les prévisions antérieures de la Fed allaient de -0,6% à -1,6%. L'année prochaine, la croissance pourrait être positive de 2 à 4% à en croire la Banque, qui tablait auparavant sur une progression de 0,8 à 4%. L'inflation est attendue contenue, les prix de 2009 devant progresser de 1 à 1,7%, avant une hausse un peu plus prononcée en 2010. Le taux de chômage pourrait évoluer entre 8,6 et 10,2% l'année prochaine, puis entre 7,2 et 8,7% l'année suivante.

Le PIB des États-Unis (n'a) augmenté (que de) 2,8% sur un rythme annualisé au 3ème trimestre 2009, contre +3,5% précédemment évalué. Au second trimestre, rappelons que le PIB réel s'était contracté de 0,7%. L'augmentation du PIB américain au T3 reflète essentiellement les contributions positives des dépenses personnelles de consommation, des exports, de l'investissement privé, des dépenses gouvernementales et de l'investissement résidentiel, alors que la contribution négative de l'investissement non-résidentiel a affecté la croissance. Le consensus pour ce PIB T3 était voisin de +2,9%. La révision en baisse traduit les ajustements opérés sur les dépenses de consommation et l'investissement des

entreprises dans les structures non-résidentielles, de même que des modifications sur les imports et les exports. En glissement annuel, par rapport à l'an passé, le PIB réel du 3ème trimestre 2009 recule de 2,5%.

L'indice de confiance des consommateurs américains du Conference Board, après avoir décliné en octobre, est légèrement remonté en novembre 2009. L'indice atteint désormais 49,5, contre 48,7 en octobre. L'indicateur de la situation présente est quasiment inchangé à 21, contre 21,1 sur le mois antérieur. L'indicateur des attentes des consommateurs a progressé par contre à 68,5, contre 67 sur octobre. Le Conference Board constate cette modeste amélioration de l'indice global en novembre, mais souligne que l'indice de la situation présente est stable et demeure sur des niveaux constituant un plancher de 26 ans. Concernant les perspectives les anticipations relatives aux revenus restent "très pessimistes" et "les consommateurs entrent dans la saison des fêtes d'humeur très frugale".

Standard & Poor's a publié son dernier rapport S&P/Case-Shiller relatif à l'évolution des prix de l'immobilier aux Etats-Unis dans les grandes zones métropolitaines. Cette étude traduit un 5ème mois consécutif d'augmentation des prix. L'indice "20 City", qui suit les prix dans les vingt principales zones métropolitaines a augmenté de 0,3% entre août et septembre. L'indice "10 City" a progressé de 0,4% par rapport au mois antérieur. En glissement annuel, l'indice "20 City" a chuté de 9,4% et le "10 City" de 8,5%. L'indice National US a grimpé de 3,1% entre le second et le 3ème trimestre, mais baisse encore de 8,9% sur un an. Au second trimestre 2009, l'indice national avait corrigé de 14,7% en glissement annuel, après -19% au 1er trimestre.

Le Département au Commerce américain a dévoilé une forte hausse des ventes de logements neufs aux Etats-Unis, en octobre 2009. Ainsi, les ventes ont progressé de 6,2%, ressortant sur un rythme de 430.000 unités, contre un niveau revu à 405.000 sur septembre. Le prix médian de vente s'est établi à 212.200\$ et le prix moyen à 261.100\$. A fin octobre, le stock ajusté des variations saisonnières représentait 239.000 unités, soit une offre de 6,7 mois au rythme actuel. Les ventes d'octobre sont donc nettement supérieures à un consensus proche de 404.000 unités.

Pour octobre 2009, des dépenses réelles des consommateurs US, ajustées de l'inflation, sont en hausse de 0,4%, après un déclin de 0,7% sur le mois antérieur. Les revenus réels disponibles ont grimpé de 0,2% après une hausse de 0,1% en septembre. Les dépenses nominales des consommateurs ont baissé de 0,6% en septembre, mais ont augmenté de 0,7% en octobre. Le consensus tablait sur une hausse de 0,5%. Le taux d'épargne personnelle a baissé à 4,4% des revenus disponibles, contre 4,6% en septembre 2009.

Les commandes US de biens durables sont en baisse de 0,6% en octobre 2009 à 166,2 Mds\$, avec la défense et la machinerie, quand le consensus tablait sur une hausse de 0,5%. Il s'agit de la deuxième baisse en l'espace de trois mois. Hors transport, les commandes d'octobre reculent de 1,3%, contre une hausse de 0,4% anticipée par le consensus. Les livraisons, quant à elles, affichent un repli de 0,2% sur le mois d'octobre, mais progressent de 1,2% hors transport. Enfin, les stocks sont en repli de 0,1 Md\$ et alignent leur 10^{ème} mois de consolidation.

L'indice du sentiment des consommateurs américains mesuré par l'Université du Michigan est ressorti à 67,4 en novembre 2009, contre 67 attendu par le consensus et un niveau de 70,6 en octobre 2009. En septembre, cet indice de confiance des consommateurs US avait touché un pic de 73,5.

Le Département US au Travail a annoncé que les inscriptions hebdomadaires nouvelles au chômage ont reculé de 35.000 pour la semaine close au 21 novembre pour s'établir à 466.000. Un chiffre largement inférieur aux attentes puisque le consensus Bloomberg tablait sur 500.000 nouvelles demandes. C'est la première fois depuis 54 semaines, que les nouvelles demandes passent sous la barre des 500.000.

- **Statistiques européennes** : Les l'amélioration de l'indice IFO du climat des affaires en Allemagne s'est encore confirmée en novembre. L'indice ressort à 93,9 points, contre 91,9 en septembre et 92,6 anticipé par le consensus, signant son huitième mois consécutif de hausse.

NOUVELLES DES SOCIETES

- **FRANCE TELECOM** : L'opérateur français et TDC se sont accordés en vue de fusionner Orange Suisse et Sunrise pour créer le plus gros opérateur alternatif du marché suisse. France Telecom paiera 1,5 Milliard d'Euros à TDC à la finalisation de l'opération, et détiendra 75% de l'entité tandis que TDC conservera les 25% restants. La réunion des deux acteurs représente 3,4 millions de clients mobiles et 1,1 million de clients fixe et internet, soit respectivement 38% et 13% du marché helvétique.
- **VIVENDI** : Vivendi a annoncé avoir procédé avec succès à un emprunt obligataire de 1,2 milliard d'euros en deux tranches. « Cet emprunt a pour objectif d'allonger la durée moyenne de la dette de Vivendi, qui s'élève désormais à 4 années (contre 3,5 années précédemment), et de maintenir un équilibre satisfaisant entre financements obligataires et lignes bancaires », a expliqué le spécialiste du divertissement. D'un montant de 700 millions d'euros, la première tranche est d'une durée de 10 ans, assortie d'un coupon de 4,875% et émise à un prix de 99,728%, offrant ainsi un rendement de 4,91%. D'un montant de 500 millions d'euros, la deuxième tranche est d'une durée de 7 ans, assortie d'un coupon de 4,25% et émise à un prix de 99,425%, offrant ainsi un rendement de 4,347%.

Vivendi et TF1 ont signé un protocole de cession par TF1 de l'intégralité de sa participation de 9,9% dans la société Canal+ France. Si les conditions de l'accord sont réalisées, cette cession portant sur un montant de 744 millions d'euros, devrait intervenir pour le 31 décembre 2009. A cette date, Groupe Canal+, détenu à 100 % par Vivendi, portera sa participation dans Canal+ France de 65% à 75%. « L'impact de cette transaction, prévue initialement au premier trimestre 2010, est déjà pris en compte pour un montant identique dans la dette de Vivendi au titre de l'option de vente détenue, depuis janvier 2007, par TF1 dans le cadre de l'acquisition de TPS par Vivendi/Groupe Canal+ », a précisé Vivendi. Une offre identique a été proposée à M6 pour la participation de 5,1 % que celui-ci détient dans Canal+ France ».

DERNIERES RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

- **VIVENDI** : Exane BNP Paribas relève sa recommandation sur Vivendi de sous-performance à surperformance, estimant que le groupe pourrait surprendre en bien le marché après avoir déçu les investisseurs pendant une bonne partie de 2009 en raison de problèmes opérationnels et des craintes de fusion-acquisition. L'analyste note que le titre reste bon marché, et que le potentiel bénéficiaire du groupe et sa structure d'entreprise plus claire devraient désormais inciter les investisseurs à voir les choses avec un œil neuf. Il relève son objectif de cours de 20 à 24 euros pour refléter la revalorisation de SFR, Canal Plus et NBC Universal. Il ajoute que Vivendi a des chances de vendre NBC à un prix plus élevé que prévu initialement, ce qui pourrait plus que compenser le prix payé pour le brésilien GVT .
- **BNP Paribas** : Bernstein Research lance le suivi de BNP Paribas à surperformance avec un objectif de cours de 67 euros. Le courtier estime que le passé de BNP Paribas en termes d'acquisition laisse attendre une intégration réussie de Fortis. Il souligne la qualité des actifs et la bonne gestion des risques, ajoutant que le titre présente une valorisation peu élevée comparé à ses concurrents qui ont également gagné des parts de marché.
- **SAINT-GOBAIN** : Goldman Sachs a dégradé sa recommandation sur le titre Saint-Gobain de 'neutre' à 'vendre' dans le cadre d'une étude consacrée au secteur européen de la construction. Son objectif de cours reste de 40,7 euros. L'intermédiaire financier fait remarquer que le titre a surperformé le secteur d'environ 16% au cours des trois derniers mois, ce qui en fait le plus dynamique au sein de l'industrie des matériaux de construction sur la même période. 'Il n'y a qu'un potentiel de hausse de 7% jusqu'à notre objectif de cours, un chiffre bien en dessous de la moyenne de 26% pour le secteur', précise-t-il toutefois. Goldman Sachs note par ailleurs que le groupe français affiche par rapport au reste du

secteur une exposition relativement faible aux marchés émergents en croissance, ce qui laisse selon lui une marge de manoeuvre limitée concernant de bonnes surprises au niveau des résultats.

- **AXA** : Royal Bank of Scotland maintient sa recommandation d'achat et son objectif de cours de 21 euros sur AXA, visiblement rassuré par la réunion d'investisseurs tenue mardi par le groupe d'assurance français. Le courtier dit avoir l'impression d'un 'retour à la normale' chez l'assureur, de nouveau concentré sur sa croissance rentable et la prise de risque 'calculée'. S'il souligne que le groupe ne s'est guère étendu en matière de nouveaux objectifs financiers, RBS fait remarquer que son équipe de direction a été claire sur le fait que les secteurs d'activité affichant une faible croissance et une rentabilité peu élevée ne se verraient pas alimenter indéfiniment en grosses entrées de capitaux. AXA a en effet l'intention de capitaliser sur la force de sa marque et ses solides canaux de distribution afin de croître sur les segments où les rendements sont les plus importants, ce qui inclut les marchés émergents, où le groupe espère tirer entre 15% et 20% de ses primes sur le long terme, contre 6% (pour l'assurance-vie) et 11% (assurance dommages) aujourd'hui. Dans sa note de recherche, RBS conseille de profiter de la faiblesse actuelle des cours de l'action, qu'il explique en partie par l'augmentation de capital de deux milliards d'euros réalisée au début du mois.

Oddo a maintenu sa recommandation Acheter et son objectif de cours de 21 euros sur Axa après la tenue de la journée investisseurs. A cette occasion, le management a réaffirmé la pertinence de sa stratégie, en termes de diversification, de gestion de capital, et de force de la marque, observe le broker. Plusieurs thèmes ont été abordés, ajoute-t-il, mais aucune annonce majeure n'est intervenue.

- **LAFARGE** : Goldman Sachs réaffirme sa recommandation d'achat fort ('conviction buy') sur Lafarge, avec un nouvel objectif de cours de 85,5 euros (contre 91,1 euros précédemment) laissant entrevoir un potentiel de hausse de 47%. L'analyste dit s'attendre à une surperformance du titre liée à sa valorisation séduisante sur la foi de ses ratios 2011: Lafarge se traite en effet à six fois son EV/Ebitda contre une moyenne de 7,6x sur cinq ans. Goldman met en évidence quatre autres facteurs pour acheter des titres Lafarge, à savoir (1) la décision de la direction d'alléger le poids de la dette, (2) l'exposition du groupe à hauteur de 53% aux marchés émergents, (3) la perspective de marges bénéficiaires plus élevées qu'aujourd'hui sous l'effet des réductions de coûts et des pays émergents et (4) la prévision d'un CROCI (rentabilité du capital investi) de 9% sur la période 2010-2012, ce qui en ferait le 5ème du secteur.

ING a entamé le suivi de Lafarge avec une recommandation Conserver et un objectif de cours de 57,50 euros. Le P-DG Bruno Lafont a mené avec succès la restructuration du groupe afin de la faire entrer dans « l'ère moderne », souligne le broker. Le cimentier est désormais concentré sur les marchés émergents, sources de création de valeur pour l'actionnaire. Ainsi, le rachat de l'égyptien Orascom Cement en 2008 fait sens tant sur le plan stratégique que financier. Mais il a creusé la dette du groupe, la tirant dans le haut du marché. Cette dette prendra du temps à être remboursée, note le bureau d'études. Elle peut également limiter la flexibilité de Lafarge à exploiter pleinement la forte croissance des pays émergents. L'action se négocie avec un rapport valeur d'entreprise/Ebitda de 8, contre 7,5 pour le secteur et 7,6 pour Holcim.

- **CARREFOUR** : JPMorgan relève sa recommandation sur Carrefour de neutre à surpondérer et augmente son objectif de cours de 33 à 40 euros en raison du succès probable du projet de redressement du groupe. L'analyste estime qu'en cas de scission partielle des activités ou de vente des opérations non stratégiques de Carrefour en Europe, la valeur du groupe pourrait atteindre EUR52 par action, même si la probabilité qu'un tel scénario se réalise n'est que de 20%. Il ajoute qu'une scission complète du groupe, bien que très peu probable, valoriserait Carrefour à 68 euros par action.

Citigroup lance le suivi de Carrefour avec une recommandation d'achat et un objectif de cours de 38 euros. Selon la banque, le marché devrait être surpris par la vigueur du redressement des résultats en 2010. La reprise économique devrait se traduire par une amélioration du résultat d'exploitation en France en 2010. Citigroup ajoute que l'intensité de la concurrence entre les groupes de distribution en France devrait en outre s'atténuer l'an prochain.

- **BOUYGUES** : Morgan Stanley a relevé sa recommandation sur Bouygues de Sous-pondérer à Pondérer en ligne et relevé son objectif de cours de 31 à 39 euros. Avec un consensus de résultat opérationnel annuel en repli de 24% depuis le début de l'année, le broker estime que le temps des révisions à la baisse des prévisions de résultats est révolu. Pour autant, précise le bureau d'études, les 17% de hausse potentielle induit par l'objectif de cours nouvellement fixé (contre +20% pour le secteur telecom) ne justifie pas une recommandation Surpondérer. Pour le bureau d'études, le principal enjeu pour l'action est la capacité de Bouygues à naviguer en 2010, qui constituera la plus mauvaise année en termes de profits depuis la fin de la crise. Toutefois, Morgan Stanley estime que Bouygues va continuer à recevoir un important volume de nouvelles commandes. Le groupe devrait également continuer de prendre les mesures appropriées pour réduire ses coûts et de bien gérer son cash flow.

- **RENAULT** : Crédit Suisse relève sa recommandation sur Renault de sous-performance à surperformance et augmente son objectif de cours de 30 à 43 euros. La banque pense que le constructeur automobile va profiter de l'amélioration des flux de trésorerie de son partenaire Nissan, exposé à la Chine et aux Etats-Unis, où les ventes de voitures devraient enregistrer une forte croissance dans les prochaines années.

- **DEXIA** : Oddo conserve sa recommandation Alléger ainsi que son objectif de cours de 5 euros sur Dexia après que l'agence de presse Wansquare a évoqué un rumeur de rapprochement avec Société Générale. Nicolas Sarkozy, la Caisse des Dépôts et l'Agence des participations de l'Etat seraient favorables à une telle manoeuvre. «Il n'est pas surprenant que les Etats belge, français et luxembourgeois songent à modeler l'avenir de Dexia, dont ils sont les propriétaires», estime le broker. Il rappelle toutefois que Société Générale est une entreprise privée, et que les deux groupes ont récemment pris l'initiative de dissocier leur avenir au sein du Crédit du Nord, «ce qui ne constitue pas vraiment un signal allant dans le sens d'un rapprochement», souligne-t-il.

- **LVMH** : Dans le cadre d'une revue de ses conseils sur les valeurs du luxe, Crédit suisse a relevé son objectif de cours sur LVMH de 65 à 77 euros, tout en maintenant sa recommandation de 'surperformance'. Le bureau d'études tire les conclusions de 'l'amélioration de la tendance des ventes' du groupe de luxe français et rejoint ainsi le consensus. Crédit suisse a effectivement revu en hausse de 5% à 4,10 euros son bénéfice par action prévisionnel pour l'exercice 2010. En soutien : la surperformance attendue par la marque Louis Vuitton cette année grâce à ses positions concurrentielles avantageuses en Chine'. Le courtier y voit un signe avant-coureur que certains des segments de LVMH sont en voie de connaître une phase de croissance dynamique, qui sera d'ailleurs plus marquée du côté de la maroquinerie que des autres articles de luxe.

UBS lance le suivi de LVMH à l'achat, avec un objectif de cours de 85 euros, indiquant que le groupe dispose d'un fort potentiel de croissance de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle. La banque note que LVMH développe ses marques sur de nouveaux marchés et dans de nouvelles catégories. Elle s'attend à une reprise progressive de certains segments, surtout ceux les plus affectés par la crise économique, comme les vins et spiritueux et les montres et bijoux.

VALEURS PREFEREES, OBJECTIF (GESTION)

	Cours entrée	Date entrée	Clôture 27/11/09	OBJ		Cours entrée	Date entrée	Clôture 27/11/09	OBJ
Axa	16,45	17/11/2009	16,21	18,09	Sanofi	53	23/03/2009	51,20	60
France Tel	17	20/04/2009	17,33	19,21	SES Global	14,51	28/10/2009	14,415	16,16
Peugeot	23	14/10/2009	23,565	28	Veolia	23	23/10/2009	22,80	27
St-Gobain	33	17/06/2009	36,40	41	Vivendi	17	25/06/2009	19,385	22